

# En Afrique, la « masculinité positive » pour soutenir l'entrepreneuriat féminin

Jusqu'ici cantonné aux sphères militantes ou universitaires, le concept est vu comme un moyen-clé de changer les dynamiques sociales. Six Etats et l'Union africaine se sont emparés du sujet, mais les résistances sont tenaces

C'était le 25 novembre 2021 à Kinshasa. Lors de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, six chefs d'Etat africains se sont pressés à l'Hôtel Fleuve Congo, établissement chic de la capitale congolaise, pour participer à un sommet inédit : la Conférence des hommes sur la masculinité positive. Les « champions de la cause féminine », comme ils se sont autoproclamés à l'issue de la rencontre, ont parlé d'une seule voix pour condamner les discriminations et les maltraitements envers les femmes du continent. « Nous devons peser de tout notre poids pour faire cesser ces violences », a déclaré le président sénégalais, Macky Sall.

Lancée par l'Union africaine (UA) et son président en exercice, le Congolais Félix Tshisekedi, ainsi que par l'African Women Leaders Network (AWLN), l'organisation d'Ellen Johnson Sirleaf, ex-présidente du Liberia, cette rencontre a inauguré l'apparition dans le discours politique d'un concept jusque-là cantonné aux sphères féministes et universitaires : la « masculinité positive ». « Les masculinités toxiques encouragent les garçons et les hommes à adopter des comportements à haut risque et cautionnent une culture de la violence. Les hommes en tant que groupe bénéficient de l'association de la masculinité et des privilèges », a constaté

Moussa Faki, président de la Commission de l'Union africaine et ancien président du Tchad, lors de la conférence. L'organisation panafricaine a aussi enjoint aux sociétés civiles, aux chefs religieux et aux acteurs économiques de soutenir le mouvement.

Le thème du sommet indique un changement de paradigme dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles qui minent le continent. Après des décennies de politiques centrées sur l'accès des filles à l'éducation, à la santé, et financées en grande partie par les bailleurs de fonds internationaux, les Etats africains constatent la persistance d'inégalités profondes entre hommes et femmes. « Les politiques du genre telles qu'elles sont présentées par les institutions onusiennes ou africaines ont été totalement vidées de leur caractère féministe. Toutes ces campagnes ne remettent pas en cause les dynamiques de pouvoir qui sous-tendent les relations hommes-femmes », analysait la sociologue Fatou Sow dans un entretien au Monde paru le 12 janvier.

« Les structures sociétales créent des barrières à l'épanouissement des femmes », souligne Allie Glinski, du Centre international de recherche sur les femmes (ICRW), installé à Washington. D'où la nécessité d'impulser un changement en profondeur, en impliquant les hommes. « Il ne s'agit pas seulement de donner aux femmes des compétences et des ressources, mais aussi de changer les dynamiques sociales au sein des couples, des familles, et des communautés pour que les hommes apprécient aussi le rôle qu'ils peu-

vent jouer dans la réussite sociale des femmes, pour des sociétés plus égalitaires », poursuit la chercheuse.

Derrière la promotion de la masculinité positive, l'idée est d'apprendre aux hommes à s'affranchir des stéréotypes de genre si néfastes à l'égalité avec les femmes. Un chantier de longue haleine auquel se sont attelées des associations masculines dans plusieurs pays bien avant que la doctrine soit inscrite à l'agenda des dirigeants africains. Ainsi, en République démocratique du Congo, l'un des Etats africains où les violences sexuelles sont les plus prégnantes du fait – notamment – de décennies de conflit armé, le Congo Men's Network (Comen) lutte depuis 2010 pour changer le regard des hommes sur les femmes avec des ateliers de sensibilisation.

## REFUS DE PERDRE LE POUVOIR

En Côte d'Ivoire, Ghislain Pélibien Coulibaly mène également un travail acharné au sein du Réseau des hommes engagés pour l'égalité des genres. Ce sociologue de formation tente de mettre à bas les mythes accolés à la virilité, comme ceux voulant que les hommes ne peuvent pas assumer le travail domestique. « La masculinité positive, c'est un style de vie, une manière de penser, à insuffler dès la prime enfance, explique-t-il. Dans nos ateliers auprès des hommes, nous expliquons que les enfants doivent voir papa prendre part aux tâches ménagères, même à la cuisine. Cela doit devenir une norme. » Son engagement, bien que soutenu par les autorités ivoiriennes, est loin

de susciter l'adhésion populaire. Il reconnaît qu'une minorité d'hommes prennent conscience de l'enjeu, quand beaucoup d'autres perçoivent dans la masculinité positive une « perversion des valeurs de la société ivoirienne ».

Le chemin semble encore long pour éradiquer les pratiques machistes. D'autant que la démarche bute sur un point crucial : l'autonomisation des femmes. « Le problème que nous rencontrons, c'est la forte réticence de beaucoup d'hommes à l'autonomisation de leur épouse, car c'est là l'un des leviers de leur domination. Ils refusent de perdre ce pouvoir et persistent ainsi dans leur attitude toxique », constate le sociologue.

Face à ces freins tenaces dans la lutte pour l'égalité des sexes, comment mieux associer les hommes aux programmes d'émancipation économique, sociale et professionnelle destinés aux femmes ? Pour les organisations internationales de développement, la question reste un défi. Depuis la fin des années 1970, les concepts de « women's empowerment » (« émancipation des femmes »), « gender equity » (« égalité des sexes ») popularisés par les mouvements féministes infusent les programmes de développement dans de nombreux pays d'Asie, d'Amérique latine ou d'Afrique.

Les inégalités de genre constituent un frein important au développement économique. Elles ne paraissent pas s'effacer. La Banque mondiale souligne régulièrement que le taux d'activité féminine a reculé de 51 % à 48 % entre 2000 et 2019, que les femmes consacrent une à cinq heures de plus par jour que les hommes à des travaux domestiques non rémunérés, sans oublier qu'à travail égal elles restent moins bien payées que leurs collègues masculins. Des inégalités qui les paupérisent davantage et se sont accrues avec la pandémie de Covid-19. ■

COUMBA KANE

Le Monde Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

LE CHEMIN SEMBLE ENCORE LONG POUR ÉRADIQUER LES PRATIQUES MACHISTES. LA DÉMARCHE BUTE SUR UN POINT CRUCIAL : L'AUTONOMISATION DES FEMMES

## Au Rwanda, « on m'a appris que l'homme est le chef de famille »

Des ateliers tentent de bousculer les normes patriarcales au sein des couples. Avec pour résultat une amélioration des conditions de vie

KIGALI - correspondance

Dans un salon exigu aux murs de terre rouge, Liberata Nakura couve des yeux son mari, occupé à bercer leur petit dernier. « Je n'arrive toujours pas à le croire, lâche la mère de famille. Depuis que les voisins voient Joseph rester à la maison et m'aider avec les enfants et à la cuisine, ils disent que je l'ai empoisonné ! »

Cette accusation fait bien rire Liberata, qui attribue plutôt la transformation de son mari au travail d'une ONG : Women for Women. L'organisation propose depuis deux ans des ateliers de formation aux hommes du secteur de Mareba, une région pauvre de l'est du Rwanda. Ils y apprennent l'importance de la participation aux tâches ménagères et à l'éducation des enfants ou encore le consentement dans les relations sexuelles.

Petit à petit, les coups, qui étaient monnaie courante dans ce foyer, ont cessé et la consommation d'alcool a diminué. « Avant, je parlais de la maison au réveil. Je ne rentrais que tard dans la nuit et je demandais à manger. J'étais comme un étranger », se souvient Joseph, qui baisse les yeux quand sa femme parle des violences dont elle a été victime. « J'ai été éduqué dans l'idée que les travaux ménagers doivent être faits par les femmes et que l'homme est le chef de la famille. Ce n'est pas facile de changer ses habitudes », explique-t-il. Aujourd'hui, il assure qu'il va moins au bar et qu'il aide davantage sa

femme sur leur parcelle agricole. Résultat : le couple a pu ajouter une pièce à leur petite maison et acheter un cochon.

Engagée dans la lutte pour le développement économique des femmes rwandaises depuis près de vingt ans, Women for Women a récemment décidé d'intégrer les hommes à ses programmes. « Nous avons remarqué que notre travail avec les femmes se heurtait aux comportements de leurs compagnons, explique Antoinette Uwimana, la directrice de l'ONG. Si elles subissent des violences ou si elles n'ont pas le soutien de leur mari, cela freine leur développement. »

### Remplacé par une femme

L'organisation s'est donc engagée, aux côtés du Centre international de recherche sur les femmes (ICRW), dans un vaste projet d'étude comparative : examiner les effets d'un double accompagnement des femmes et de leurs compagnons sur le développement des ménages. Pendant cinq ans, 150 couples seront suivis. Pour certains d'entre eux, les deux partenaires suivront le programme et les discussions de groupe, tandis que, pour les autres, seules les femmes seront formées.

Le Rwanda est souvent cité comme un modèle en Afrique en matière d'égalité homme-femme et de parité en politique. Le pays détient le record du nombre de femmes au Parlement, quatre des juges de la Cour suprême sont des femmes, tout comme la moitié des ministres. Les noms de Clare Akamanzi, avo-

cate et femme d'affaire, puissante directrice du Bureau de développement rwandais, ou d'Yvonne Makolo, présidente de la compagnie aérienne nationale, sont connus de tous les Rwandais. Et le président, Paul Kagame, n'hésite pas à évoquer la possibilité d'être un jour remplacé par une femme.

Mais, dans la sphère privée, les normes patriarcales ont la vie dure. « Les femmes portent encore la charge de la totalité des travaux domestiques tandis que les hommes continuent à avoir un pouvoir de décision absolu sur les dépenses de la maison et sur les relations sexuelles. Toutes ces inégalités et ce manque de dialogue provoquent des violences », souligne encore Antoinette Uwimana.

« DÈS QU'IL Y A DE L'ÉCHANGE ET DE L'ENTRAIDE DANS LE COUPLE, ON VOIT DES RÉSULTATS : ACHAT DE BÉTAIL, PROGRÈS DES ENFANTS À L'ÉCOLE »

ANTOINETTE UWIMANA  
directrice d'une ONG

Selon les chiffres officiels, au moins 35 % des femmes rwandaises ont subi des violences de genre au cours de leur vie ; 22 % d'entre elles des violences sexuelles. Le plus souvent, c'est leur partenaire qui est l'auteur de ces violences. Dans les communautés suivies par Women for Women dans l'est du Rwanda, de nombreux hommes partent à la ville, avant d'avoir officialisé leur mariage. Ils laissent derrière eux des femmes avec enfants, sans aucune assistance.

### « C'est de la torture ! »

L'une des priorités est d'instaurer le dialogue dans les ménages pour ouvrir la voie à des prises de décision communes. Dans le petit village de Gakomeye, un médiateur vient deux fois par mois aider à la diffusion de cette nouvelle habitude. Cet après-midi-là, une dizaine de couples sont assis sur des chaises en plastique disposées en cercle à l'ombre des eucalyptus. On y parle librement, sans tabou. Hommes et femmes, chacun leur tour, sont invités à s'exprimer sur la contraception, l'éducation des enfants, les problèmes d'alcoolisme ou encore la sexualité.

Le débat s'oriente rapidement sur les douleurs de l'accouchement et le temps à attendre pour avoir des relations sexuelles après la naissance d'un enfant. « Traditionnellement, il faut le faire en rentrant de l'hôpital, avant d'avoir donné le nom au bébé ! », lance un vieil homme. « Non, c'est de la torture ! Moi j'ai eu une épisiotomie et j'ai pu me rendre compte d'un mois

rétorque une trentenaire au pagne coloré. Finalement, c'est un jeune homme assis sur un banc à l'arrière de l'assemblée qui met tout le monde d'accord : « C'est ta femme, tu la connais. Quand tu la ramènes de l'hôpital, il faut discuter avec elle et voir à quel moment elle est guérie. » Selon Antoinette Uwimana, ce type de sessions a fait ses preuves : « Dès qu'il commence à y avoir de l'échange et de l'entraide dans le couple, on voit des résultats immédiats : achat de bétail, progrès des enfants à l'école, amélioration de la santé de la famille », conclut-elle.

L'étude n'en est qu'à ses débuts et aucune donnée n'a encore été publiée. Mais déjà, l'ICRW a noté une multiplication des mariages au sein de couples auparavant en concubinage, permettant un partage légal des biens économiques de la famille et l'accès de la femme à davantage de droits. « Surtout, les hommes réalisent la charge qui pèse sur les femmes. Souvent, ils n'en étaient pas conscients », note Allie Glinski, chercheuse chargée du projet. A terme, les résultats de ce programme doivent servir à déterminer les meilleures façons d'associer les hommes aux travaux des ONG dans le développement économique des femmes. « Dans le domaine de la lutte contre les violences basées sur le genre, l'importance de l'implication des hommes commence à être bien reconnue. Mais, dans le domaine économique, c'est plus nouveau », conclut Allie Glinski. ■



« Les Vanneuses de mil », d'Hélène Jayet. HÉLÈNE JAYET/GALERIE VÉRONIQUE RIEFFEL/COLLECTION PRIVÉE/ADAGP 2022

# En Tanzanie, rassurer les maris quand les femmes s'autonomisent

L'ONG Hand in Hand implique les conjoints dans les formations pour éviter qu'ils ne nourrissent un sentiment d'infériorité

ARUSHA - envoyée spéciale

Les dix-huit mères de famille assises sur la place du marché de Mlangarini échan- gent des regards complices et des sourires discrets. En cette matinée d'août 2021, c'est Ann qui anime la discussion. Tout juste la quarantaine, celle qui répond au surnom de « Mama Deborah » mène « depuis des années » les réunions mensuelles du groupe, exclusivement féminines. Elles sont une vingtaine dans ce bourg tanzanien, au sud-est de la ville d'Arusha, à se rejoindre à l'abri des regards pour une tontine. Grâce à ce système d'épargne, où tour à tour chaque participante emprunte l'argent réuni par le groupe, plusieurs milliers de shillings tanzaniens sont disponibles chaque mois. Un moyen d'emprunt apprécié pour sa facilité et sa discrétion quand de nombreuses femmes au foyer et aux ressources limitées n'ont pas accès aux services bancaires ou sont sans soutien financier de la part de leur conjoint ou de leur famille.

Dix mois plus tôt, Mama Deborah a été approchée par l'ONG Hand in Hand pour participer à un programme de développement centré sur l'entrepreneuriat. Elle et ses associées ont accepté d'assister aux séances de formation de cette ONG internationale présente en Tanzanie depuis 2014. Des bases en gestion d'entreprise, en finance et en épargne bancaire leur ont été dispensées à raison de quatre heures par mois. « J'étais enthousiaste à l'idée de

faire et d'apprendre autre chose », confie Rehyma, 34 ans, mère de trois enfants.

Ces femmes cultivent pour la plupart du maïs ou du manioc, d'autres vendent des vêtements d'occasion sur les marchés de la région. Trois mois après la fin de leur formation, chacune témoigne de la fierté retrouvée et de la satisfaction d'avoir pu ouvrir un compte en banque, augmenter ses revenus, investir dans de nouvelles affaires ou agrandir l'exploitation familiale.

## « Sentiment d'infériorité »

Dans l'assemblée, deux hommes sont présents. Ils n'ont pas dit un mot depuis le début de la table ronde mais écoutent d'une oreille attentive les discussions qui s'emballent sur les changements perçus dans les comportements de nombreux maris de la communauté. « Le mien fait le ménage maintenant », dit l'une; « mon mari accepte d'accompagner les enfants à l'école pendant que je pars travailler », poursuit une autre. En tout, 95 hommes, 95 « maris », ont suivi, en parallèle de la formation de leurs épouses, quatre sessions sur l'importance de l'égalité des sexes, du partage des tâches domestiques et du soutien à apporter aux activités entrepreneuriales de leurs femmes. Une démarche peu fréquente.

« En Tanzanie, il y a tellement de projets pour les femmes, que ce soit dans le développement économique, l'éducation, la défense de leurs droits... Mais aucun ne prend en compte le rôle des hommes ».

**« EXCLURE LES HOMMES ÉTAIT CONTRE-PRODUCTIF ET CONTRIBUAIT À REPRODUIRE DES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE »**

JANE SABUNI  
directrice de l'association  
Hand in Hand Tanzanie

constate Upendo Mbuya, l'une des deux bénévoles à l'œuvre sur ce projet. Or, le fait de ne pas les impliquer entraîne d'autres défis lorsque le programme est terminé. « A partir du moment où ces femmes ont acquis de nouvelles connaissances et plus de revenus, certains maris ont tendance à leur reprocher de rentrer tard ou de ne pas remplir ce qu'ils considèrent être leurs devoirs, comme le ménage ou la cuisine », poursuit-elle.

Le constat est quasi général. « Pendant nos programmes, nous avons eu des femmes qui ont été empêchées par leurs conjoints de continuer leur formation, d'autres qui ont été dissuadées de poursuivre la création de leur entreprise », confirme Jane Sabuni. La directrice de la branche tanzanienne de Hand in Hand va même plus loin : « Nous avons remarqué que plus les femmes devenaient for-

tes sur le plan économique et contribuaient aux revenus du ménage, plus les hommes nourrissaient un sentiment d'infériorité et avaient l'impression qu'on leur enlevait leur raison d'être. Parce qu'ils devaient encore prouver qu'ils étaient des hommes et des chefs de famille, certains n'hésitaient pas à être violents avec elles ou leurs enfants. Nous en avons conclu que continuer à exclure les hommes de nos programmes était contre-productif et contribuait à reproduire des violences basées sur le genre. »

Pour Elton, 44 ans, l'un des deux hommes présents ce jour-là, les derniers mois lui ont ouvert de nouvelles perspectives. « Ma femme ne me cache plus ses activités ni l'argent qu'elle gagne ou qu'elle emprunte. Moi non plus. On se fait confiance », explique-t-il en aparté, après avoir affirmé que tous deux avaient doublé leurs revenus en s'associant pour vendre leur production agricole.

## Communication améliorée

Si l'expérience a une vertu, c'est bien celle d'avoir amélioré la communication dans les foyers. Juliett, 45 ans, parle d'une voix à peine audible. Son époux et le père de ses cinq enfants est parti au Kenya pour l'été vendre des sandales comme celles que portent traditionnellement les Masai, peuple d'Afrique australe. « Avant, j'avais tendance à croire que mon mari était comme un animal, dit-elle. Il pouvait partir pendant des mois sans rien nous laisser à moi et aux enfants. » Pour subve-

nir à ses besoins, Juliett vend désormais des feuilles de manioc qu'elle cultive. Même si son époux « n'a pas complètement changé » depuis sa formation, elle a l'impression d'« avoir enfin trouvé un partenaire » là où, précédemment, elle se heurtait à son indifférence.

Entre deux champs de maïs asséchés par le soleil, à une dizaine de kilomètres, le même scénario avait débuté la veille. Dans le village de Maroroi, au nord-est d'Arusha, une vingtaine de femmes d'un côté et une dizaine d'hommes de l'autre s'apprétaient à démarrer leur formation d'une dizaine de mois. Dans cette zone rurale, les espoirs nourris par le programme sont d'abord financiers, chacun espérant pouvoir monnayer ce qu'il aura appris. Un agriculteur, la cinquantaine, Masai, en pull et pantalon tailleur, se lève et remarque : « Il y a encore quelques années, ce genre de réunion pour parler des problèmes de nos communautés n'aurait jamais eu lieu. Les femmes auraient essayé d'écouter ce que nous disions en attendant derrière la maison, pendant que seuls les hommes seraient ici en train de vous parler. Mais les choses changent avec l'éducation, la mondialisation. Tout ça met au défi nos propres cultures. » ■

MARIAMA DARAME

Ce dossier a été réalisé en partenariat avec Cartier Philanthropy.